



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/457

19 septembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 85 **b)** de l'ordre du jour provisoire*

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE :
PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Assistance d'urgence à la Somalie

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
1. INTRODUCTION *	1	3
II. EXPOSE DE LA SITUATION	2 - 11	3
III. MESURES PRISES POUR FOURNIR UNE ASSISTANCE D'URGENCE A LA SOMALIE	12 - 62	6
A, Réponses reçues de Etats Membres	12 - 32	6
1. Allemagne	13 - 14	6
2. Grèce	15	7
3. Italie	16 - 20	7
4. Liechtenstein	21	7
5. Norvège	22 - 24	7
6. Suède	25 - 26	8
7. Turquie	27 - 32	8
B. Mesures prises par le système des Nations Unies	33 - 62	9
1. Programme alimentaire mondial	34 - 36	9
2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . .	37 - 41	10

* A/46/150.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
3. Programme des Nations Unies pour le développement	42 - 44	11
4. Baut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	45 - 47	12
5. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	48 - 50	12
6. Fonds international de développement agricole	51 - 60	13
7. Banque mondiale	61 - 62	15

1. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été **établi** en application de la résolution **45/229** de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990, intitulée "Assistance d'urgence à la Somalie", dans laquelle l'Assemblée lançait notamment un appel à tous les Etats et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes pour qu'ils fassent d'urgence des contributions généreuses en vue de répondre aux besoins constatés par la *mission* interorganisations des Nations Unies qui a **séjourné** en Somalie du 25 février au 12 mars 1989. Le Secrétaire général y était prié de continuer à coordonner les activités d'appui du système des Nations Unies au programme de secours et de relèvement entrepris par la Somalie, et de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-sixième session, de l'application de la présente résolution.

II. EXPOSE DE LA SITUATION

2. Le Programme temporaire extraordinaire d'aide d'urgence, adopté en février 1990 en réponse à l'appel du Gouvernement somali, a pris fin le 31 août 1990. Au total, 7 000 tonnes d'aide alimentaire et autre ont été livrées à 140 000 réfugiés et à divers groupes vulnérables du nord-ouest de la **Somalie**. Pour des raisons de logistique et de sécurité, les livraisons de vivres n'ont atteint qu'un peu plus de la moitié de l'objectif prévu de 2 800 tonnes par mois. Le succès de ce programme spécial est donc mitigé. La communauté internationale des donateurs, dont l'Organisation des Nations Unies et ses divers organismes, s'est montrée de plus en plus préoccupée par le sort des réfugiés et des populations **somalies alors** que la résistance armée au régime du Président **Mohammed Siad** Barré s'intensifiait pendant le dernier trimestre de 1990.

3. Au début de décembre 1990, l'insécurité s'était tellement aggravée que le Secrétaire général a ordonné l'évacuation de l'ensemble des familles et du personnel non essentiel des Nations Unies. A la mi-janvier 1991, toutes les missions diplomatiques et les organisations **internationales**, y compris le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), avaient quitté Mogadishu. Les violents combats qui ont abouti au renversement de M. **Siad** Barré et aux affrontements ultérieurs entre factions ont provoqué le déplacement d'environ un tiers des 7 millions de Somalis.

4. Après leur évacuation de **Somalie**, les représentants des organismes des Nations Unies ont constitué une équipe spéciale dirigée par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les secours d'urgence, qui était chargée de suivre l'évolution de la situation dans le pays et **d'en** rendre compte, tout en essayant de coordonner les **secours** d'urgence. Un gouvernement provisoire ayant été **mis** en place à Mogadishu, l'équipe spéciale a effectué une mission d'une journée le 20 février pour évaluer les conditions de sécurité et les besoins, s'entretenir officieusement avec les autorités et rencontrer le personnel local somali afin d'organiser des échanges réguliers d'informations.

5. Durant cette mission, le gouvernement provisoire de Mogadishu a lancé à l'organisation des Nations Unies, aux donateurs d'aide bilatérale et aux

organisations non gouvernementales un appel pour la livraison de vivres, de fournitures médicales, d'eau, de carburant et de matériel de transport dont il existait un besoin urgent. Le gouvernement provisoire s'est engagé à fournir au personnel des Nations Unies des bureaux et des logements adéquats et à assurer sa sécurité. Il a également accepté la condition posée par l'ONU, à savoir que les opérations de secours soient conduites au bénéfice de tous les Somalis en détresse, qu'ils se trouvent dans le nord du pays (Berbera/Hergeisa), au centre (Mogadishu) ou dans le sud (Kismayo).

6. En avril 1991 plusieurs réunions et consultations de haut niveau ont eu lieu au Siège de l'ONU pour examiner la situation en Somalie à la lumière du rapport de la mission et des observations récentes de l'équipe spéciale. A la suite de ces consultations, le Secrétaire général a autorisé le rétablissement d'une présence limitée des Nations Unies en Somalie afin d'y conduire des activités de secours humanitaire dès que les circonstances le permettraient.

7. A cette fin, une mission d'évaluation des conditions de sécurité a séjourné en Somalie du 7 au 11 mai 1991. Elle s'est rendue dans sept villes situées dans les trois grandes régions du pays. Les observations de la mission ont confirmé l'état de détresse dans lequel se trouvait le pays : faiblesse et morcellement des autorités administrant les différentes régions et sous-régions de la Somalie, conditions de sécurité instables et explosives, invalides de guerre, pénuries alimentaires, épidémies et manque de logements et de services publics élémentaires comme l'eau, l'hygiène, l'électricité et les transports. Selon le rapport de la mission, les groupes vulnérables tels que les enfants et les femmes, les personnes déplacées et les rapatriés dénués de tout nécessitent des secours d'urgence. L'ensemble de la Somalie a besoin de toute la gamme des aides humanitaires. Au nord, les besoins les plus pressants sont l'aide alimentaire, le déminage du Hergeisa et des régions environnantes, la construction de logements, surtout pour les rapatriés, la remise en état des services médicaux et vétérinaires, la reprise des approvisionnements en eau et la livraison de semences de sorgho à maturation rapide. Dans le centre, les vivres, le carburant et le matériel de communication viennent en tête de la liste des besoins les plus urgents. Il en va de même dans le sud, où la destruction des infrastructures de santé et d'hygiène publique favorise la diffusion des épidémies.

a. Réfugiés et rapatriés figurent parmi les groupes les plus vulnérables de Somalie. Déjà avant la généralisation des hostilités, le système des Nations Unies fournissait une aide à 450 000 Ethiopiens réfugiés en Somalie du Sud. Environ 100 000 d'entre eux avaient choisi le rapatriement en Ethiopie, tandis que le reste optait pour l'intégration sur place en Somalie. Il s'y ajoutait environ 50 000 réfugiés qui s'étaient inscrits dans le nord pour le rapatriement en Ethiopie. En outre, quelque 370 000 Somalis qui s'étaient réfugiés en Ethiopie à la suite des affrontements de 1988 dans le nord-ouest de la Somalie se trouvaient à nouveau pris dans une guerre civile menaçant leur sécurité. Il n'existe pas d'informations sûres concernant le sort de tous ces réfugiés et rapatriés. Des données sur leur emplacement et sur leur statut sont en cours de collecte afin de servir de base à des programmes adéquats de secours d'urgence et de relèvement.

9. L'Organisation des Nations Unies a dépêché une mission interorganisations d'évaluation des besoins dans le nord et le centre de la Somalie du 26 juin au 4 juillet 1991. Dans son rapport préliminaire, cette mission énumère comme suit les besoins les plus urgents :

- a) Santé et alimentation :
 - i) Aliments thérapeutiques destinés aux enfants sous-alimentés, aux blessés de guerre et aux femmes enceintes;
 - ii) Antibiotiques et autres médicaments essentiels;
 - iii) Matériel médical et chirurgical;
 - iv) Matériel de radiographie et pellicule;
 - v) Seringues, matériel de transfusion et équipement de laboratoire;
 - vi) Ambulances, groupes électrogènes et carburant.
- b) Eau et assainissement :
 - i) Réparation et remise en état du réseau d'adduction d'eau pour les résidents et les populations déplacées;
 - ii) Remise en état des systèmes d'enlèvement et d'évacuation des déchets;
 - iii) Remise en état du système de lutte contre les parasites et les vecteurs de maladie.
- c) Aide alimentaire d'urgence :
 - i) Vivres pour 430 000 rapatriés somalis pendant six mois à compter de la date de leur retour en Somalie, en sus des ustensiles de ménage et des matériaux de construction;
 - ii) Aide alimentaire d'urgence pour 2 millions de personnes déplacées et autres groupes vulnérables pendant quatre mois, estimée à 156 000 tonnes.
- d) Agriculture et élevage :
 - i) Rétablissement et relance de la production de semences et de matériel agricole;
 - ii) Programme de secours d'urgence pour la remise en état du système de gestion des pâturages et des réserves, ainsi que pour les sérums, les vaccins, les laboratoires, etc.

e) **Télécommunications :**

Remise en état du réseau de télécommunication⁶ aux niveaux local, régional et international.

f) **A v i a t i o n :**

i) **Remise** en état de⁶ aéroport⁶ et de⁶ équipement⁶ de navigation aérienne **endommagés**;

ii) **Remise** en service des installations de sauvetage et de lutte **contre** l'incendie dan⁶ les aéroports.

g) **Transport sur place, surveillance et distribution des secours d'urgence :**

i) Acquisition et réparation de matériel de transport:

ii) Approvisionnement en carburant, **lubrifiants**, équipement de bureau, matériel de communication, etc.;

iii) Recrutement par sous-traitance du personnel de surveillance des transports et de la distribution.

10. Le rapport préliminaire de la mission interorganisations est actuellement complété par l'insertion de donnée⁶ plus précises afin de servir de **base** à un appel général à la communauté internationale pour le lancement d'un programme de secours d'urgence à la Somalie.

11. Entre-temps, **l'ONU** est à nouveau présente sur le terrain depuis le 11 août 1991 avec de⁶ équipes restreintes de **secours** d'urgence à Berbera et Boroma dan⁶ le nord du pays et à Mogadishu dan⁶ le centre. Elle enverra une équipe à **Kismayo**, dans le sud, aussitôt que le⁶ condition⁶ de sécurité le permettront.

III. MESURES PRISES POUR FOURNIR UNE ASSISTANCE D'URGENCE
A LA SOMALIE

A. **Réponses recues des Etats Membres**

12. Par une note datée du 4 mars 1991, le Secrétaire général a demandé aux Etats Membre⁶ de l'informer de La nature et de la portée de⁶ **secours** d'urgence fourni⁶ à la Somalie en **applicat** on de la **résolution 45/229** de l'Assemblée générale. Les **réponses** reçues sont résumées ci-après.

1. **Allemagne**

13. En 1990, le Gouvernement fédéral a acheminé en Somalie pour 3 millions de **deutsche marks** de fonds d'aide humanitaire, ainsi que 5 000 tonnes de vivres (d'une valeur de **8,2** millions de deutsche marks).

14. De janvier à mars 1991, 300 000 **deutsche marks** ont été acheminés en Somalie par le canal du CICR, en plus d'une aide alimentaire de 3 770 tonnes (d'une valeur de **1,65** million de deutsche marks).

2. Grèce

15. Le Gouvernement grec a décidé de verser une contribution de 2 000 tonnes de blé au titre de l'assistance d'urgence à la Somalie.

3. Italie

16. Le Gouvernement italien a décidé de constituer un fonds administré sur place d'un montant de 1 milliard de lires (environ 775 000 dollars des Etats-Unis) qui a déjà permis l'achat à Nairobi de trois émetteurs-récepteurs et de 116 tonnes d'aide alimentaire, de médicaments et de carburant et au financement de 16 **vols** pour leur transport jusqu'en Somalie.

17. L'Italie a **acheté** pour 850 millions de lires (environ 659 000 dollars des Etats-Unis) de médicaments essentiels, dont **9,6** tonnes ont déjà été distribuées et **15,8** tonnes seront expédiées dans un avenir proche.

18. Elle a versé une contribution de 3 milliards de lires (environ 2 326 000 dollars des Etats-Unis) pour l'implantation et l'administration **d'une** unité médicale d'urgence (cette opération commencera dès que **les** conditions de sécurité le permettront).

19. L'Italie a versé au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (**HCR**) une contribution de 500 millions de lires (environ 387 500 dollars des Etats-Unis) destinée à des opérations d'aide humanitaire en faveur des réfugiés **Somalis** au Kenya.

20. L'Italie a également constitué un deuxième fonds administré sur place d'un montant de 2 milliards de lires (environ 1 550 000 **dollars** des Etats-Unis) afin de poursuivre l'acquisition de produits de premiers secours et de financer leur transport jusqu'aux régions de Chisimaio, Mogadishu, Berbera et Bosaso (environ 270 tonnes de produits alimentaires et de médicaments ont déjà été acquis à l'aide de ce fonds et sont sur le point d'être expédiées).

4. Liechtenstein

21. Le Gouvernement liechtensteinois a décidé le 6 mai 1991 de verser une contribution de 20 000 francs suisses au HCR pour son programme d'assistance à l'Ethiopie et à la Somalie.

5. Norvège

22. Depuis la mi-janvier 1991, **le** Gouvernement norvégien a contribué à hauteur d'environ 5 millions de couronnes norvégiennes à diverses opérations de secours. Son aide a été transmise **par** le canal d'organisations de secours norvégiennes et internationales.

23. L'aide norvégienne se répartit comme suit (les montants indiqués sont en couronnes norvégiennes) :

17 janvier :	Médecins sans frontières (matériel médical)	500 000
25 février	SOS villages (45 tonnes de vivres)	550 000
5 mars	Croix-Rouge norvégienne (vivres et matériel médical)	3 000 000
11 avril	Assistance de l'Aide de l'Eglise norvégienne aux réfugiés Somalis en Ethiopie	275 400
16 avril	SOS villages (vivres, services d'entreposage et lits d'hôpitaux)	500 000

24. En outre, le Gouvernement norvégien a alloué 1,8 million de couronnes norvégiennes à Save the Children et à l'Association de secours populaire norvégienne pour l'envoi de secours d'urgence en Somalie. L'aide du Gouvernement norvégien s'élèvera bientôt à un total d'environ 6,6 millions de couronnes.

6. Suède

25. Depuis décembre 1990, le Gouvernement suédois a versé 12 583 000 couronnes suédoises au titre de l'aide d'urgence à la Somalie. Sur ce total, 10 millions de couronnes ont été fournies par le canal de l'UNICEF, 500 000 par le canal de Médecins sans Frontières et 2 083 000 par le canal d'organisations non gouvernementales suédoises.

26. En outre, le Gouvernement suédois a décidé en avril 1991 d'allouer 60 millions de couronnes au Programme alimentaire mondial (PAM) au titre de l'aide d'urgence à l'Afrique, dont 40 millions sont destinés à la carne de l'Afrique. Simultanément, 60 000 000 de couronnes étaient allouées au HCR au titre de l'aide d'urgence à l'Afrique. Sur ce total, 4 millions sont réserves aux opérations de secours en faveur des réfugiés soudanais et Somalis en Ethiopie.

7. Turquie

27. Sur la demande de l'ambassade de Turquie à Mogadishu, préoccupée par l'épidémie et par la sécheresse qui sévissent en Somalie, le Croissant-Rouge turc a expédié, le 9 septembre 1987, 16 caisses de médicaments et de fournitures médicales d'un poids de 1 157 kilogrammes.

28. En réponse à l'appel lancé par le Croissant-Rouge somali et le Ministère somali de la santé concernant l'envoi de médicaments et de fournitures médicales destinés à soigner les femmes et les enfants blessés au cours du

conflit dans le nord-est de la Somalie, deux caisses de médicaments et de fournitures, d'un poids de 79 kilogrammes chacune, ont été expédiées le 12 août 1988.

29. A la suite des graves inondations qui se sont produites en Somalie et de l'augmentation consécutive des coûts de transport, le Croissant-Rouge turc a fait parvenir, le 20 juin 1989, un chèque d'un montant de 100 000 francs suisses au Croissant-Rouge somali.

30. Auparavant, une aide alimentaire d'un montant de 1 million de dollars des Etats-Unis avait été fournie en 1985 dans le cadre du programme d'assistance technique mis en place pour aider les pays du Sahel touchés par la sécheresse de 1984. Trois cent mille dollars avaient été affectés à la Somalie. sur ce tto somme, 100 000 dollars ont servi à financer le détachement de trois ingénieurs turcs à la ciment: ie de Berbera pour une période d'un an, mais ces ingénieurs ont dû rentrer chez eux au bout de trois mois en raison des événements qui ont secoué le pays.

31. Los responsables Somalis ont demandé qu'une partie des fonds alloués à leur pays soit consacrée au projet de moulins à vent et d'installations de traitement de produits alimentaires, qui comporte un volet sur l'irrigation. A un stade ultérieur, les responsables ont émis le souhait que le projet soit étendu à la production d'électricité, ce qui a fait passer le coût du projet de 7 millions de dollars des Etats-Unis environ à quelque 8 millions. Les autorités somalies ont donc dû chercher des ressources supplémentaires auprès de la Banque de développement islamique.

32. Etant donné que le montant total de la contribution actuelle ne suffira pas à financer le projet, d'autres options - telle la création d'un département de la pêche - sont envisagées. Dans le cadre des activités d'enseignement de groupe organisées en automne 1990 par l'assistance technique turque à l'étranger, trois experts somalis ont participé au programme de mise en valeur des sols et des ressources en eau, deux au projet relatif au traitement des produits alimentaires et aux techniques laitières et un au programme de gestion et de planification des projets.

B. Mesures prises par le système des Nations Unies

33. Dans une lettre datée du 4 mars 1991, le Secrétaire général a demandé acx organismes des Nations Unies de fournir des informations sur les activités entreprises en application de la résolution 45/229 de l'Assemblée générale. Les réponses reçues sont résumées ci-après.

1. Programme alimentaire mondial

34. Au cours de l'année 1990, les pénuries alimentaires ont touche 600 000 Ethiopiens réfugiés en Somalie, dont 460 000 dans les camps implantés dans le sud du pays et 140 000 dans les camps du nord du pays. En application du projet 4167 approuve en décembre 1988, le Programme alimentaire mondial (PAM) a livre 39 450 tonnes de denrées alimentaires pour un coût total do

11 millions de dollars des Etats-Unis. Le projet comportait des dispositions spéciales visant à encourager les rapatriements volontaires ou l'intégration des réfugiés dans la société somalienne.

35. Supposant que les rapatriements volontaires auraient lieu comme prévu, le PAM a approuvé le 1er juin 1990 une deuxième phase du projet destinée à satisfaire pendant un an, à compter du 1er janvier 1991, la plus grande partie des besoins alimentaires d'une population de réfugiés éthiopiens estimée à environ 162 000 personnes. Cette nouvelle phase prévoyait l'apport de 29 125 tonnes de denrées alimentaires d'un coût total de 10,8 millions de dollars des Etats-Unis pour le PAM. Malheureusement, la détérioration des conditions de sécurité en décembre 1990 a obligé à évacuer le personnel des Nations Unies le 2 janvier 1991, empêchant la deuxième phase de démarrer.

36. Parallèlement, le PAM a demandé que soient livrées dans le cadre du projet 4167 13 000 tonnes de denrées, attendues en Somalie en juillet 1991, pour faire face aux besoins alimentaires urgents des populations les plus gravement touchées par les troubles civils. Pour l'immédiat, le PAM a acheté à la Thaïlande 1 800 tonnes de riz, dont 600 tonnes doivent être distribuées de 3 le nord par des organisations non gouvernementales (telles que Médecins sans frontières, Caritas et la Fédération suédoise de protection de l'enfance), le reste (1 200 tonnes) étant destiné aux régions du sud et devant être distribué par le CICR en collaboration avec le Croissant-Rouge somali.

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

37. Du fait de la détérioration des conditions de sécurité en Somalie, il est devenu extrêmement difficile d'assurer les services d'urgence. L'UNICEF a néanmoins continué de venir en aide aux groupes vulnérables dans les régions du nord jusqu'en janvier 1991, date à laquelle une évacuation de l'ensemble du personnel international des Nations Unies l'a contraint de suspendre temporairement ses activités. Au cours de cette période, l'UNICEF s'est doté de moyens supplémentaires en recrutant trois consultants, un spécialiste de la santé publique, un nutritionniste et un spécialiste de l'éducation. L'UNICEF a par ailleurs réalisé en août 1990 une évaluation générale de l'état d'avancement du projet dans le cadre de son examen à mi-parcours. Ses interventions ont notamment porté sur le renforcement des services de santé maternelle et infantile, en particulier dans le domaine de la vaccination, sur la surveillance et le suivi nutritionnels et sur le développement de l'approvisionnement en eau et des services d'hygiène.

38. De septembre à décembre 1990, l'UNICEF a fait venir par avion depuis Mogadishu quatre tonnes de médicaments essentiels, de matériel de la chaîne du froid, de carburant et de fournitures médicales à l'intention du réseau de services de santé maternelle et infantile. Cette aide a permis au Ministère de la santé d'organiser trois campagnes de vaccination qui ont touché 35 000 enfants de moins de 1 an (83 % de la population visée). A Boroma, les femmes en âge de procréer ont reçu des injections d'anatoxine tétanique à l'occasion de ces campagnes. L'UNICEF a par ailleurs remis en état le seul centre de santé maternelle et infantile de Berbera et a aidé le Ministère à engager trois agents de santé supplémentaires pour traiter le nombre croissant d'enfants atteints de diarrhée par suite de la consommation d'eau contaminée.

39. L'UNICEF a contribué à une opération d'auto-assistance à Boroma en aidant le Ministère de la santé et une organisation non gouvernementale locale à **remettre sur pied** un service de collecte des déchets solides. Le Fonds, en coopération avec l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID), a aussi fourni 15 réservoirs à eau portatifs et a aidé la communauté locale de personnes déplacées à construire deux bâtiments abritant des latrines et des douches.

40. L'UNICEF a en outre aidé à perfectionner les compétences techniques du personnel du Ministère de la santé et du service chargé de la santé des **réfugiés** en vue de former ce personnel aux enquêtes nutritionnelles et à la surveillance de la croissance pour une population de 15 000 enfants à Boroma.

41. La plupart de ces réalisations ont malheureusement été réduites à néant par les troubles civils qui ont éclaté dans le pays. Depuis mars 1991, les opérations menées par l'UNICEF à Berbera sont réalisées en étroite collaboration avec CARITAS (Italie), sous la conduite d'un hydraulicien et d'une infirmière de santé publique engagés pour une période de courte durée. Ces dispositions ont permis d'effectuer à Berbera une campagne de vaccination d'une semaine ainsi qu'une étude de faisabilité concernant la remise en état du réseau local de distribution d'eau. L'UNICEF a par ailleurs rouvert son bureau auxiliaire de Boroma, qui emploie du personnel local, créé un groupe de secours d'urgence à Djibouti et poursuivi son aide d'urgence à la Somalie depuis Nairobi. En outre, 20 tonnes de produits - troussees médicales, aliments complémentaires, matériel pour abris, sels de réhydratation et autres fournitures du même type - ont été envoyées par avion en vue d'être distribuées aux groupes vulnérables à Berbera.

3. Programme des Nations Unies pour le développement

42. Le représentant résident du PNUD en Somalie joue aussi le rôle de coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence et est à ce titre responsable de la coordination de l'ensemble des activités de secours des Nations Unies. Il est assisté dans cette tâche par un Groupe des activités d'urgence des Nations Unies constitué par du personnel du PNUD et financé jusqu'à présent au titre du CIP (chiffre indicatif de planification) ainsi que par des **dons** spéciaux des Gouvernements du Canada et des Etats-Unis.

43. Tout un ensemble d'activités ont été menées pour assurer la coordination des activités de secours des Nations Unies : mesures visant à faciliter une évaluation rapide des besoins des personnes touchées par le conflit civil, organisation de réunions avec des représentants de donateurs et exploitation de l'avion des Nations Unies servant aux opérations de secours effectuées par les autorités nationales, l'Organisation des Nations Unies, les donateurs et les organisations non gouvernementales. De février à la fin août 1990, le Coordonnateur spécial a supervisé le Programme temporaire extraordinaire d'aide d'urgence dans le nord de la Somalie. Ce programme spécial du Secrétaire général a été créé avec le concours du HCR et du PAM en vue d'apporter une aide alimentaire et autre aux réfugiés lorsque les problèmes d'insécurité et autres contraintes; n'ont plus permis à ces organismes de mener normalement leurs activités dans le nord de la Somalie.

44. De graves problèmes d'insécurité ont amené à suspendre toutes les activités des Nations Unies en Somalie en janvier 1991. Ces activités ont ensuite repris en août 1991.

4. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

45. A la demande du Secrétaire général, le HCR a participé en mars 1989 à la mission interorganisations des Nations Unies chargée d'évaluer les besoins, en matière de secours d'urgence, des personnes déplacées dans les régions touchées du nord de la Somalie. Ces personnes ne relevant pas du HCR, ce dernier ne peut faire rapport sur aucune activité particulière. Toutefois, le retour volontaire des réfugiés Somalis qui vivent depuis 1988 dans les camps de réfugiés de l'est de l'Ethiopie se présente maintenant sous un jour favorable. Le HCR met actuellement au point un programme de secours d'urgence visant à faciliter la réintégration de cette nombreuse population.

46. Le retour de la population en Somalie a déjà commencé. Les réfugiés n'ayant cessé d'exprimer leur désir de rentrer dans leur pays, il paraît possible de trouver une solution durable pour ce vaste groupe de réfugiés en Ethiopie. Toutefois, pour que cet espoir devienne une réalité, il faudrait entreprendre d'urgence un programme de réadaptation et de réintégration pour répondre aux besoins de ces personnes. En l'absence d'un tel programme, on serait contraint de maintenir un coûteux programme de soins et d'entretien.

47. Le Haut Commissariat est résolu à apporter son aide en vue de l'application d'un programme de réintégration. C'est ainsi qu'une équipe d'évaluation composée de membres du HCR et de CARE New York travaille actuellement dans le nord-ouest de la Somalie. Compte tenu de l'ampleur des besoins, le programme de réinsertion devra faire appel à un grand nombre d'organismes des Nations Unies et d'institutions bénévoles. Sans préjudice des conclusions de l'évaluation des besoins par l'équipe interorganisations, le HCR participera activement à la mise en place des opérations logistiques et à la distribution de matériel de réinsertion aux rapatriés dans le nord-ouest de la Somalie.

5. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

48. La production alimentaire du pays et ses besoins en céréales importées continuent d'être suivis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO, même si les informations obtenues ces derniers mois ont été rares en raison de la guerre civile. Les résultats de ces activités sont communiqués à la communauté internationale des donateurs au moyen de rapports mensuels. Depuis septembre 1990, aucune aide alimentaire d'urgence supplémentaire n'a été approuvée par la FAO.

49. La FAO avait envisagé d'organiser une mission d'évaluation sur l'alimentation et l'agriculture en vue d'étudier la situation et de préparer la mise en place d'un programme d'assistance à la sécurité alimentaire comportant un élément de planification en prévision des catastrophes. La mission est maintenant chargée d'évaluer les besoins urgents. Elle sera intégrée à une mission interorganisations des Nations Unies et se rendra en Somalie dès que les conditions de sécurité le permettront.

50. Un projet financé au titre du Programme de coopération technique de la FAO concernant la fourniture de semences de céréales, de légumineuses et de légumes aux agriculteurs touchés par les crues du Chebeli a été approuvé le 23 août 1990 mais suspendu par suite des troubles civils. Les opérations de secours d'urgence devraient reprendre lorsque les conditions de sécurité seront redevenues normales.

6. Fonds interna-1 de développement agricole

51. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a engagé sur ses propres ressources **41,57** millions de dollars des Etats-Unis en vue de **contribuer** au financement de cinq projets en Somalie. Un engagement de **6,5** millions de dollars des Etats-Unis destiné au financement de deux projets a en outre été effectué par le Fonds de survie belge (FSB). Le FSB a accepté de financer un troisième projet sous forme d'un don de **5,02** millions de dollars des Etats-Unis.

52. Parmi les projets les plus récents, on peut citer la deuxième phase du projet de développement agricole régional du nord-ouest, qui doit être terminée en juin 1991 et à laquelle le FIDA a consacré **7,05** millions de droits de tirage spéciaux. Le projet, financé conjointement par l'Association internationale de développement (IDA) et la Communauté économique européenne, vise à **accroître** la production agricole, les revenus agricoles et l'emploi dans le nord-ouest. Plusieurs moyens devaient être mis en oeuvre en vue de la réalisation de ces objectifs : travaux de conservation des sols et des ressources en eau, recherche adaptative, activités de vulgarisation et de formation des agriculteurs, irrigation de jardins potagers, fourniture de produits **nécessaires** à l'agriculture et renforcement des capacités des institutions locales. Le projet a avancé de façon très satisfaisante jusqu'en mai 1988 : les travaux de conservation des sols et des ressources en eau dépassaient les objectifs de 150 % et la plupart des points d'eau à usage domestique étaient construits.

53. La deuxième phase du projet de développement agricole de la région de Bay a été approuvée par le Conseil d'administration du FIDA au cours de sa session de décembre 1989. L'accord de prêt a été signé le 25 avril 1990. Le projet, d'un coût total de **18,47** millions de dollars des Etats-Unis, est financé par le FIDA sous forme d'un prêt de **11,37** millions de dollars et d'un don de **0,33** million de dollars, ainsi que par la Banque de développement islamique, qui a accordé un prêt de **4,74** millions de dollars pour la construction de nouvelles routes, et par les autorités somaliennes qui ont affecté des crédits budgétaires en monnaie locale d'un montant équivalant à **2,14** millions de dollars des Etats-Unis.

54. Le projet vise à améliorer directement la capacité de production et le niveau de vie de quelque 25 **500** familles paysannes (180 000 personnes) qui disposent d'un revenu moyen par habitant de 130 dollars des Etats-Unis, soit moins de la moitié du revenu national par habitant (290 dollars en 1987). Seuls les agriculteurs exploitant cinq hectares ou moins seraient touchés par le projet, la priorité étant donnée aux **agriculteurs** possédant moins de deux hectares. Le volet agricole (recherche, vulgarisation et prêts) s'adresserait

directement à 12 000 agriculteurs, l'accent étant mis sur les exploitations de deux hectares (**75 %** des bénéficiaires) et les personnes touchant des revenus annuels de 1 490 dollars représentant 25 % seulement des bénéficiaires. Les volets concernant les routes et l'approvisionnement en eau profiteraient directement à 13 500 agriculteurs, si bien que le nombre total de bénéficiaires directs serait de 25 500. En outre, 60 000 familles paysannes (420 000 personnes, soit 60 % de la population des **zones** d'application du projet) bénéficieraient des activités relatives à la santé animale. Les femmes, qui assurent une grande partie des travaux de culture et d'élevage et sont considérées comme des agricultrices à part entière, représenteraient une proportion non négligeable des bénéficiaires, soit 3 000 personnes (25 % de femmes seraient touchées par les activités de vulgarisation et auraient accès aux prêts et aux moyens de production). Des activités de recherche appliquée seraient conduites dans le domaine de la nutrition et des techniques de traitement des aliments en vue de réduire la charge que représente pour les femmes la préparation des repas. Un fonds spécial de prêt autorenouvelable serait élargi pour favoriser la diffusion de nouveaux outils parmi les groupes de femmes et pour aider ces derniers à se lancer dans des activités **remunératrices**. Le projet comprend un programme pilote de transformation du lait de chamelle dont l'objectif est de tirer parti du lait excédentaire actuellement jeté pendant la période de forte production. Ce programme sera financé par un don de **0,22** million de dollars des Etats-Unis.

Contributions du Fonds de survie belge

55. Le Fonds de survie belge (**FSB**) a accordé un don de 100 millions de francs belges en faveur de la première phase du projet de développement intégré de Mahadday Weyne, dans le cadre d'un programme **COH** n° **FIDA/OMS/UNICEF/PNUD**, le FIDA étant l'organisme chef de file. Le projet, conçu comme un projet pilote intégré de développement rural et fondé sur la méthode qui consiste à satisfaire les besoins fondamentaux pour un faible coût en faisant largement participer la communauté, s'adresse à 5 000 éleveurs nomades et petits agriculteurs sédentaires pratiquant une culture de subsistance et vise à améliorer la production alimentaire, les conditions d'hygiène et **l'approvisionnement** en eau dans le district de Mahadday Weyne.

56. Le projet a pris fin en septembre 1990. Outre la création d'un groupe de gestion du projet chargé de superviser les procédures de planification et d'application interactives entre le projet et les ministères compétents, tant au niveau central qu'au niveau de la région et du district, le projet compte plusieurs réalisations : a) construction de cinq puits profonds et de 25 puits de faible profondeur desservant 21 000 personnes ainsi que leur bétail; b) réfection de huit canaux permettant d'irriguer 400 hectares de terres et organisation de comités de villageois pour veiller à leur entretien; c) modernisation d'un centre de santé desservant une population de 14 000 personnes; d) organisation de programmes d'alphabétisation à l'intention des femmes.

57. Sur la base des **résultats** ci-dessus, les autorités belges ont approuvé **une** deuxième **phase du projet**, qui doit être financée par un don du **FSB** d'un montant de 5 millions de dollars des Etats-Unis.

58. Le projet de développement intégré de Wanle Weyle a été financé à l'aide d'un don du FSB d'un montant de 185 millions de francs belges. Ce projet est conçu sur le **même** modèle que la première phase du projet de Mahadday Weyne et s'adressera à 20 000 nomades et agriculteurs sédentaires du district de Wanle Weyne. Le projet progresse de façon satisfaisante et les travaux relatifs à la distribution d'eau sont menés activement.

Autres projets en attente

59. A la suite de la mission d'identification générale organisée en décembre 1988, deux idées de projets ont **été** retenues en plus de la deuxième phase du projet de développement agricole de la région de Bay : un projet de pêche artisanale et un projet de crédit.

60. Un autre projet, qui n'a pas été défini en tant que tel par la mission d'identification générale, mais qui pourrait trouver sa place dans le projet de crédit agricole, porte sur la production en riz par de petits exploitants dans la vallée du Juba inférieur. Ce projet repose sur l'idée selon laquelle la consommation de riz en **Somalie** croît à un rythme rapide alors que la production actuelle (10 000 tonnes par an) ne satisfait que 14 % de la demande totale annuelle, qui s'élève à 70 000 tonnes. Les régions de Mogambo et de Fanole dans la vallée du Juba inférieur présentent à cet égard un potentiel sous-exploité. Sur les 10 000 hectares que possède **l'Etat** dans la région et pour lesquels les ressources en eau nécessaires à l'irrigation sont disponibles, 4 000 hectares seulement sont plantés de riz: le **projet** envisagé consisterait à installer environ 3 000 petits exploitants sur les 6 000 hectares non cultivés à l'heure actuelle. et à fournir à ces derniers des prêts à court et à moyen terme pour leur approvisionnement saisonnier, ainsi que du matériel agricole pour les travaux de culture et la récolte.

7. Banque mondiale

61. En raison des problèmes de **sécurité** qui se posent en Somalie, la Banque mondiale n'a fourni aucune assistance à la Somalie depuis qu'ont éclaté les hostilités en décembre 1990. De plus, l'absence d'un gouvernement de fait et l'incapacité du pays de s'acquitter de sa dette envers **l'IDA** font qu'il a été impossible d'envisager de nouvelles opérations ou de poursuivre les **décaissements** sur les engagements antérieurs.

62. La Banque est toutefois disposée à proposer à la Somalie une éventuelle aide à la reconstruction lorsque la sécurité le permettra et à condition que le Gouvernement somali en fasse la demande et **assure** de nouveau le service de sa dette auprès de **l'IDA**.